



Réf: 0.A.O./OLUCOME/06/2016

Bujumbura, le 14./06/2016

A Son Excellence Monsieur le Président Idriss Deby,
de la République du Tchad et Président en exercice de
l'Union africaine avec les assurances de notre plus haute
considération ;

à NDJAMENA

A Son Excellence Monsieur le Président Yoweri KAGUTA
MUSEVENI, Médiateur dans la crise burundaise avec
les assurances de notre plus haute considération,

à Kampala

A Son Excellence John Pombe Magufuli, Président de
la République unie de Tanzanie et Président en
exercice de l'EAC avec les assurances de notre plus
haute Considération,

A Son Excellence William Benjamin MKAPA, Ancien
Président de la République Unie de Tanzanie et
Co-Facilitateur dans la crise burundaise avec les
assurances de notre très haute considération.

à Dar es Salam

Objet : Rappel : Président PIERRE NKURUNZIZA renforce

sa volonté de devenir le VI^{ème} ROI Burundais

Excellences Messieurs les Présidents,

1. L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME), l'une des Organisations de la société civile burundaise, tient à vous renouveler ses remerciements une fois de plus pour votre ferme et inestimable

Sis chaussée Prince Louis RWAGASORE n°47, 1^{er} étage. Tél : +257 22 25 20 20 ou +257 78 85 30 04 (numéro vert)

Fax : 22 24 99 49 Site web : www.olucome.bi BP 6616 BUJUMBURA-BURUNDI

engagement à trouver une solution durable négociée à la crise politico-économique et sécuritaire qui secoue le Burundi suite à l'état de fait dans les institutions publiques et à la crise consécutive à la violation de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi et la Constitution qui en est issue par le président Pierre NKURUNZIZA vigoureusement contesté par une bonne partie des Burundais.

2. Au regard de la détérioration de la situation suite aux crimes de sang et économique qui restent impunis, l'Observatoire lance encore une fois un cri d'alarme à l'endroit de Vos Excellences et des illustres ampliataires de la présente lettre pour attirer leur attention sur une voie que le Gouvernement et le parti CNDD-FDD ainsi que leurs alliés ont trouvé pour torpiller le processus de dialogue inclusif prôné par la région, la Communauté de l'Afrique de l'Est, l'Union Africaine, les Nations Unies, l'Union Européenne, etc. en vue de résorber le niveau de violence qui a déjà emporté des centaines de vies humaines spécialement parmi la jeunesse burundaise, l'avenir du pays. Les uns disparaissent de façon forcée par divers moyens de torture, les autres sont simplement liquidés et certains cadavres sont enterrés en dehors de toute dignité humaine.
3. Il s'agit d'un dialogue inter burundais interne qui n'est qu'une parodie de dialogue dans laquelle le Président Pierre NKURUNZIZA organise un dialogue avec les militants, les membres du Parlement, des élus locaux tous de son parti CNDD-FDD, les partis politiques satellites à ce dernier ainsi que les organisations dites de la société civile (en ce compris certaines sectes religieuses) fidèles au parti ou au Président Pierre NKURUNZIZA pour les besoins de la cause de Pierre NKURUNZIZA.
4. Comme le Gouverneur de la province de MURAMVYA vient de le confirmer la semaine passée, l'objectif final déjà perceptible de ce prétendu dialogue interne est la modification de la Constitution, la mise au rancart de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi, pour assurer la pérennité au pouvoir du Président Pierre NKURUNZIZA tel que nous l'apprenons à travers la presse officielle ou affiliée, seule à couvrir cet événement.
5. Le dialogue ayant été pressenti par toute personne physique ou morale soucieuse de la stabilité du pays, mais que le Gouvernement et le CNDD-FDD l'ont transformé en une opportunité pour la propagande et le règlement des comptes politiques ; c'est pour ce motif que l'OLUCOME dénonce l'absence de réel débat neutre et libre dans cette arène.
6. La manœuvre initiée par le Gouvernement et le parti CNDD-FDD n'a d'autres buts que d'aboutir à des résultats déjà connus d'avance comme la modification de la Constitution Ep

Sis chaussée Prince Louis RWAGASORE n°47, 1^{er} étage. Tél : +257 22 25 20 20 ou +257 78 85 30 04 (numéro vert)

Fax : 22 24 99 49 Site web : www.olucome.bi BP 6616 BUJUMBURA-BURUNDI

dans le sens d'en élaguer les dispositions ayant trait à la limitation de mandat du Président de la République, aux libertés publiques et à l'organisation de voies de changements politiques légaux, à l'anéantissement définitif de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi.

7. L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) attire l'attention des Nations Unies, de l'Union africaine, de l'Union Européenne, de la Communauté Est-Africaine et prie vos Excellences de ne pas considérer les résultats de ce prétendu dialogue interne qui sont orientés dans le sens de contrebalancer celui qui a été initié par la Communauté de l'Afrique de l'Est et dirigé par Vous le médiateur et soutenu par la communauté internationale et la Région.
8. Des parlementaires et certaines autorités qui devaient en principe protéger la Constitution et sa source qu'est l'Accord d'Arusha, n'hésitent pas à soutenir que Pierre NKURUNZIZA ne devrait avoir de limitation de mandats que l'âge à l'instar des rois qui ont dirigé le pays. Ils ont poussé leur audace jusqu'à proposer que le terme « mandat » soit à jamais banni de la Constitution et de la loi électorale pour permettre à Pierre NKURUNZIZA de rester au pouvoir *ad vitam aeternum*, ce sont les propos tenus et applaudis pendant les séances dudit dialogue à travers le pays. Cependant, un député influent du parti CNDD-FDD, Honorable Zénon Ndaruvukanye a affirmé ce samedi le 11 juin 2016 à travers l'émission mosaïque de la radio ISANGANIRO (radio privée locale) que les accords d'Arusha ne soient pas changés en aucun de ces chapitres mais plutôt qu'ils soient soutenus et appliqués.
9. La confirmation de cette volonté du Président PIERRE NKURUNZIZA de devenir le VI^{ème} Roi du Burundi se manifeste clairement à travers un manuel d'élèves du secondaire de la classe de 8^{ème} que le Ministère de l'éducation nationale a distribué dans tout le pays dont une de ces pages(188) exhibe ces trois photos. L'une du Roi Mwezi Gisabo, l'autre du Roi Mwambutsa Bangiricenge et la troisième celle du Président Pierre Nkurunziza. Les méfaits d'incorporer dans le manuel d'élèves cette photo du Président Pierre NKURUNZIZA étaient l'actualité de la semaine du 06 juin 2016. A la question de savoir l'importance de ces trois hommes, les élèves des collèges communaux de Ruziba et de Muramvya ont réagi différemment en écrivant dans ce manuel leurs réponses insultant le Président Pierre Nkurunziza, ce qui a blessé les autorités quitte à chasser toute la classe du Collège de Ruziba faute de ne pas dénoncer les coupables d'une part et à emprisonner ceux du Collège de Muramvya. Les élèves du Collège de Muramvya arrêtés ayant l'âge de moins de 18

ans ont été libérés mais ceux en âge de plus de 18 ans sont restés emprisonnés. Quant à ceux du Collège de Ruziba ont été pardonnés et retournés en classe.

10. A la rédaction de cette correspondance, l'OLUCOME vient d'apprendre que tous les élèves de la classe de 8^{ème} des écoles secondaires de Kidumburwe, de Cibitoke, de Buterere, de Ngagara, de Gasenyi et de Gisuru ont été chassés de leurs établissements scolaires car ils auraient déchiré la page de ce manuel contenant les trois dites photos. Lorsque les parents de ces élèves se présentent à ces écoles, on leur informe de cette faute commise par ces élèves et de la décision de renvoi de ces élèves pour y retourner l'année scolaire prochaine alors que ces élèves étaient dans la période des examens de fin d'année scolaire. Cependant, à l'école secondaire de Cibitoke, ces élèves ont été pardonnés moyennant le paiement des frais d'achat des livres déchirés.

L'OLUCOME s'inquiète de ces mesures contradictoires prises à l'encontre de ces élèves dans ces écoles et de la main politique qui aurait guidé la prise de ces mesures. Il s'indigne également de la propagation de ces actes dans les écoles secondaires de presque tout le pays. C'est pour cette raison qu'il demande de retirer de ce manuel cette page qui crée des problèmes dans différents milieux scolaires pour éviter l'achat de conscience, la manipulation et le trafic d'influence des mineurs.

11. Dans sa réunion avec les parents de ces élèves, le Gouverneur de la province de Muramvya a confirmé que les élèves et les citoyens burundais doivent du respect au Président Pierre Nkurunziza au même titre qu'à un roi car le roi actuel du Burundi est le Président Pierre Nkurunziza qui vient après Dieu.
12. Ces discours de certaines autorités alliées au pouvoir qui ne pensent qu'à leurs propres intérêts, cherchent à tout prix à enseigner et à faire comprendre aux citoyens burundais dont les élèves que Pierre Nkurunziza sera un VI^{ème} Roi burundais. L'utilisation dudit manuel n'aurait aucun autre objectif que celui de conscientiser toute la jeunesse burundaise sur cette prochaine royauté de Pierre Nkurunziza d'ici 5 ans et après la modification de la constitution burundaise.
13. **L'Observatoire profite de cette occasion pour demander au Président Pierre Nkurunziza qui nous lit en copie, de démentir cette initiative de retour de la royauté par « son régime » lui collée par ses alliés et qui est contre la constitution du Burundi qui clarifie que le pouvoir vient du peuple et pour le peuple. Aussi, rappelons ici que le Roi règne mais il ne gouverne pas.**

Sis chaussée Prince Louis RWAGASORE n°47, 1^{er} étage. Tél : +257 22 25 20 20 ou +257 78 85 30 04 (numéro vert)

Fax : 22 24 99 49 Site web : www.olucome.bi BP 6616 BUJUMBURA-BURUNDI

14. L'OLUCOME rappelle que le Burundi qui était en 2005, lors de l'accession au pouvoir du président Pierre NKURUNZIZA, classé le 3^{ème} pays le plus pauvre est actuellement classé le dernier avec un PIB de 315,2 dollars américains par habitant selon le FMI. De son côté transparency international qui classait le Burundi en 2005, le 36^{ème} pays le plus corrompu au monde, le classe actuellement le 6^{ème} pays le plus corrompu au monde. Voilà pourquoi Excellences, le peuple burundais s'inquiète du danger qui le guète quant à leur avenir qui est devenu quasi incertain suite au comportement de leurs leaders politiques dont principalement le Président Pierre NKURUNZIZA.
15. L'Observatoire ne pourrait pas terminer cette lettre sans adresser encore une fois ses vifs remerciements à l'endroit des représentants des Nations Unies, de l'Union Européenne, de l'Union Africaine, de la Communauté de l'Afrique de l'Est qui nous lisent en copie pour leur soutien au peuple burundais en marche contre l'autoritarisme et l'inobservation des garanties universelles par le Gouvernement du CNDD-FDD et Pierre NKURUNZIZA agissant par le biais de certains groupes des forces de défense et de sécurité. Ce soutien des partenaires du Burundi a amené les burundais à s'asseoir ensemble au cours du dialogue inter burundais tenu à Arusha du 21 au 24 mai 2016 sous la facilitation de Son Excellence William Benjamin Mkapa, l'Ancien Président de la République Unie de Tanzanie. De plus, en date 10 et 11 juin 2016, comme il l'avait promis lors de la clôture des dernières consultations à ARUSHA, il vient de faire un entretien riche avec le directoire du CNARED. L'OLUCOME était partie prenante à ARUSHA et avait fortement demandé d'écouter tous les groupes organisés qui contribueraient au dénouement de la crise burundaise.
16. En plus de ce dialogue inclusif d'ARUSHA, l'OLUCOME demande à vos Excellences de suivre de près ce qui se passe dans le pays parce que si rien n'est fait dans les meilleurs délais, le parti au pouvoir CNDD - FDD est entré de tout faire pour que la CNDI termine les consultations intérieures dans le but de présenter le rapport au parlement pour ainsi modifier facilement la constitution.



Sis chaussée Prince Louis RWAGASORE n°47, 1^{er} étage. Tél : +257 22 25 20 20 ou +257 78 85 30 04 (numéro vert)

Fax : 22 24 99 49 Site web : www.olucome.bi BP 6616 BUJUMBURA-BURUNDI

Dans cet espoir, nous vous prions d'agréer, Excellences Messieurs les Présidents, l'assurance de notre plus haute considération.



C.P.I. à :

- Son Excellence Monsieur le Président de la République du KENYA avec les assurances de notre plus haute considération, à **NAIROBI**
- Son Excellence Monsieur le Président de la République Unie de Tanzanie avec les assurances de notre plus haute considération, à **DAR-ES-SALAM**
- Son Excellence Monsieur le Président de la République du Rwanda avec les assurances de notre plus haute considération, à **KIGALI**
- Son Excellence Monsieur le Président de la République du Burundi avec les assurances de notre plus haute considération, à **BUJUMBURA**
- Son Excellence Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies avec les assurances de notre très haute considération, à **NEW YORK**
- Son Excellence Madame la Présidente de l'Union Africaine avec les assurances de notre très haute considération, à **ADDIS-ABEBA**
- Madame, Monsieur le Chef de Missions Diplomatique et Consulaire (TOUS),

à **BUJUMBURA**

- Monsieur le Secrétaire Général de la Communauté de l'Afrique de l'Est avec les assurances de notre très haute considération,

à **ARUSHA-REPUBLIQUE UNIE DE TANZANIE**